Conseil Municipal
Du Jeudi 10 Avril 2025 à 19h30

L'an deux mil vingt-cinq, le 10 Avril à 19h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué le 31/03/2025 s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle des mariages de la Mairie, sous la présidence de Vincent LEMETTAIS, Maire.

Nom et Prénom	Présents	Absents	Absents excusés	Pouvoirs
M. LEMETTAIS Vincent	X			
M. REVERT Rémi	X			
M. HORCHOLLE Patrice	X			
M. TESSON Guillaume	X			
M. BARBARAY Marc	X			
M. BLONDEL Franck		X		
M. PINEL Julien	X			
M. LEPREVOST Jean	X			
Mme BLONDEL Virginie	X			
M. FISCHER Christophe	X			
Mme BARBULÉE Catherine			x	M.TESSON Guillaume
M. PATIN Philippe			x	M.LEMETTAIS Vincent
M. BARBARAY Philippe	X			
Mme GROUT Stéphanie	X			
TOTAL	11	1	2	

A été nommé(e) comme **secrétaire de séance** : M. BARBARAY Marc

01 - APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SÉANCE DU 17 OCTOBRE 2024.

Le compte-rendu de la séance du 17 octobre 2024 est approuvé à l'unanimité des votants.

02 - INFORMATIONS DU MAIRE.

- SIVOS EHV :

La participation à la classe découverte au Manoir d'Argueil en avril 2025 s'élève à 759.00€.

Le montant total du séjour est de 8042.00€.

La part élève est de 206.00€, la part Mairie est de 1/3 du montant par élève x nombre d'élèves de chaque commune soit 69.00€ par élève.

Étoutteville : 69.00€ x 21 = 483.00€

Veauville-les-Baons : 69.00€ x 7 = 483.00€

Hautot-Saint-Sulpice : 69.00€ x 11 = 759.00€

- Travaux du parvis de la mairie :

Les travaux ont débuté le mardi 11 mars 2025 puis les enrobés ont été réalisés le lundi 7 avril 2025 par l'entreprise A.L.B TP.

- Réfection de la route d'Houdetot :

Les travaux de réfection de la route d'Houdetot ont été réalisés le lundi 7 avril 2025 par l'entreprise A.L.B TP.

- Travaux de l'église :

Nous sommes toujours en attente des travaux de rénovation de la corniche, malgré plusieurs messages vocaux et plusieurs mails, nous n'avons aucun retour de l'entreprise Atelier Renaissance Normande.

Le remplacement d'une quinzaine d'ardoises va être réalisé par Auto Entrepreneur RMS (montant du devis : 997.45€).

- **Presbytère :**
La réparation d'une fissure va être réalisée par l'entreprise LEPRÉVOST Jean (montant du devis : 130.00€).
- **Commémoration du 8 mai :**
Le repas offert aux anciens combattants aura lieu au restaurant Le Champêtre au Hanouard.
Il convient de prévoir la parution de la cérémonie dans le Courrier Cauchois.
Madame Barbulée se charge de commander les fleurs.

03 - PRÉSENTATION ET ADOPTION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024.

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales qui rappelle que l'arrêt des comptes d'une commune est réalisé par délibération : « L'arrêté des comptes de la collectivité territoriale est constitué par le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif présenté selon le cas par le maire (...) au plus tard le 1^{er} juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le comptable de la collectivité territoriale. Le vote de l'organe délibérant arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice ».

Vu l'article 242 de la loi de finances 2019, modifié par l'article 145 de la loi du 30 décembre 2022, a ouvert la possibilité d'expérimenter le Compte Financier Unique, qui « se substitue, durant la période de l'expérimentation, au compte administratif ainsi qu'au compte de gestion, par dérogation aux dispositions régissant ces documents ».

Vu la délibération 2023-24 du 12 octobre 2023, la commune s'est portée candidate pour l'expérimentation du CFU pour l'année 2023.

Vu l'avis de la commission finances du 27 mars 2025 ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultats synthétiques et des taux de contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les éléments susvisés ;

Monsieur Le Maire, avant de se retirer, donne la parole à M. Marc BARBARAY qui présente les résultats de l'année 2024 et le compte financier unique.

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	39 170,00	316 063,00	355 233,00
	Recettes réalisées (1)	B	21 909,82	380 531,23	402 441,05
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	84 443,05	457 717,36	542 160,41
	Dépenses réalisées (1)	E	33 711,71	356 102,28	389 813,99
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	-11 801,89	24 428,95	12 627,06
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	0,00	0,00	0,00
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-11 801,89	24 428,95	12 627,06
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-11 801,89	24 428,95	12 627,06

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants :

- **APPROUVE** le Compte Financier 2024 présenté précédemment.
- **DONNE** pouvoir à M. le Maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

04 - AFFECTATION DES RÉSULTATS 2024.

Le conseil municipal réuni sous la Présidence de Monsieur Vincent LEMETTAIS,

Après avoir entendu et approuvé le compte financier unique de l'exercice 2024, le 10 Avril 2025,

Statuant sur l'affectation de résultat de fonctionnement 2024,

Constatant que le compte financier unique présente les résultats suivants :

Considérant que seul le résultat de section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit) de la section d'investissement),

DÉCIDE à l'unanimité des votants, d'affecter le résultat comme suit :

	RÉSULTAT CA 2023	VIREMENT de la Section de Fonctionnement	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2023	CUMUL AU 31/12/2023
INVESTISSEMENT	45 272.80 €	-€	- 11 801.89 €	33 470.91 €
FONCTIONNEMENT	141 654.36€	- €	24 428.95 €	166 083.31 €

Besoin de financement :

RESTES A RÉALISER 2024	SOLDES RESTES A RÉALISER	RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT 2024	TOTAL
- €	- €	33 470.91 €	33 470.91 €
- €			

EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULÉ AU 31/12/2024	166 083.31 €
Affectation obligatoire : A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)	
Solde disponible affecté comme suit : Affectation complémentaire en réserves (c/1068) Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)	166 083.31 €
Total affecté au c/1068 :	- €
REPORTS EN 2025 :	
Solde d'investissement hors restes à reprendre en 2025 en RECETTE du 001	33 470.91 €
Excédent de fonctionnement à reporter en 2025 en RECETTE du 002	166 083.31 €

05 - PRÉSENTATION ET VOTE DES TAXES LOCALES DIRECTES 2025.

Monsieur Le Maire rappelle que depuis 2023, les communes votent à nouveau le taux de la TH qui concerne :

- Les résidences secondaires,
- Les locaux meublés occupés à titre privatif par les sociétés, associations et organismes privés, non assujettis à la CFE,
- Les locaux meublés sans caractère industriel ou commercial occupés par les organismes de l'État ou les collectivités locales et non exonérés en application du 1° du II de l'article 1408 du CGI,
- Et les logements vacants depuis plus de deux ans lorsque la collectivité a instauré la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV).

Il est proposé de ne pas augmenter les taux communaux des taxes locales directes au titre de l'année 2025.

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des votants :

DÉCIDE le vote des taux des taxes directes locales pour l'année 2025 comme suit :

	TAUX Année 2024	TAUX Année 2025	BASES PRÉVISIONNELLES 2025	PRODUIT ATTENDU 2025
Taxe foncière (bâti) :	34.98 %	34.98 %	385 200 €	134 743 €
Taxe foncière (non bâti)	23.79 %	23.79 %	82 300 €	19 579 €
Taxe d'habitation pour les logements précédemment cités :	9.65%	9.65%	36400 €	3 513 €
			TOTAL	157 835 €

06 – SUBVENTIONS 2025 AUX ASSOCIATIONS.

Il est demandé à M. Philippe BARBARAY, en tant que Président du Club de l'Amitié, de ne pas prendre part au vote pour le montant de subvention relatif à son association.

Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal, à l'unanimité des votants :

DÉCIDE de verser aux associations pour l'exercice 2025 les subventions telles que figurant ci-dessous :

Le Comité des Fêtes	910.00 €
Les Cousins du Nouveau Monde	210.00 €
Club de l'Amitié	910.00 €
ADMR Doudeville	400.00 €
Le Tonic Club	210.00 €
La Coopérative Scolaire d'Hautot Saint Sulpice	700.00 €
Banque Alimentaire	100.00 €
Caux Ph'Hautot Club	220.00 €
MISSI	100.00 €
Le Souvenir Français	40.00 €
Association diocésaine de Rouen	588.00 €

Montants versés sous réserve de transmission en Mairie du compte financier et moral de l'association.

07 – SYNDICATS INTERCOMMUNAUX – INSCRIPTION ET FISCALISATION DES CONTRIBUTIONS 2025.

Vu les contributions 2025 au SIVOSSE (Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire, Sportive et Socio-Educative) de la Région de Doudeville et au SIVOS E.H.V.,

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité des votants

DÉCIDE :

- D'inscrire au budget primitif communal 2025 la contribution communale 2025 au SIVOS E.H.V. Le montant de la contribution, qui s'élève à 50 737 € qui figurera à l'article 6558 « autres contributions » en section de fonctionnement du budget communal 2025.
- De fiscaliser la contribution communale 2025 du SIVOSSE de la Région de Doudeville.

08 - CAUE - ADHÉSION 2025.

Monsieur Le Maire propose au conseil municipal de renouveler l'adhésion au CAUE76 afin qu'ils puissent appuyer la commune en matière d'architecture, d'urbanisme et d'environnement notamment pour l'église communale.

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des votants :

DÉCIDE l'adhésion au CAUE76 au titre de l'année 2025 pour un montant de 90 € correspondant aux communes comptant entre 250 et 750 habitants.

09 - MISSION LOCALE CAUX-SEINE AUSTREBERTHE - ADHÉSION 2025.

Monsieur Le Maire propose au conseil municipal de renouveler l'adhésion à la Mission Locale Caux-Seine-Austreberthe après avoir fait un retour sur les chiffres des actions menées par celle-ci au titre de l'année 2024.

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des votants :

DÉCIDE l'adhésion à la Mission Locale Caux-Seine-Austreberthe au titre de l'année 2025 pour un montant de 725 € soit 1,05 € par habitant.

10 - BONS SCOLAIRES 2025

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des présents

ACCORDE aux élèves du secondaire un bon scolaire d'une valeur de 35 €. Les élèves de plus de 16 ans devront présenter un certificat de scolarité en mairie pour bénéficier de cette aide. L'âge limite est de 17 ans au 31/12/2025.

Ces bons pour l'achat de fournitures scolaires seront à retirer à la mairie entre le 04 juillet 2025 et le 18 septembre 2025 ; Ils devront être présentés, avant le 30 septembre 2025, aux magasins : Intermarché, Leclerc ou Bureau Vallée à Yvetot.

11 - PRÉSENTATION ET VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025

Monsieur Le maire présente au conseil municipal la proposition de Budget Primitif 2025.

Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal, à l'unanimité des votants,

ADOpte le budget primitif de l'exercice 2025, arrêté comme suit :

Mouvements réels	Dépenses	Recettes
- Investissement	204 104.91 €	204 104.91 €
- Fonctionnement	491 344.31 €	491 344.31 €
TOTAL	695 449.22 €	695 449.22 €

12 - TAUX DE FONGIBILITÉ DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2025

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet plus de souplesse budgétaire puisqu'elle offre la possibilité au Conseil Municipal de déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7.5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L.5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas, le maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

A titre d'information, le montant des dépenses réelles 2024 s'élevait à 356 102.28 € en section de fonctionnement et à 33 711.71€ en section d'investissement. La règle de fongibilité des crédits aurait porté en 2024 sur 26 707.67 € en fonctionnement et 2 528.38€ € en investissement.

Cette disposition permettrait d'amender si besoin la répartition des crédits budgétaires entre chaque chapitre budgétaire (chapitres budgétaires classiques et chapitres opérations) afin d'ajuster au plus près les crédits aux besoins de répartition et sans modifier le montant global des investissements. Cette disposition permettrait de réaliser des opérations purement techniques avec rapidité.

Par souci de transparence et pour rester en cohérence avec notre nouveau règlement financier spécifique aux subventions versées, les crédits ouverts pour concours aux associations seront exclus de ce dispositif.

Un tableau retraçant précisément ces mouvements sera présenté au conseil municipal, dans les mêmes conditions que la revue de détail des décisions prises dans le cadre de l'article L.2122-22 du CGCT.

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des votants,

DÉCIDE d'autoriser M. Le Maire à procéder dans l'année à des virements de crédits de chapitre à chapitre, limités à

- 7.5% des dépenses réelles votées en fonctionnement, à l'exception des dépenses de personnel.
- 7.5% des dépenses réelles votées en investissement.

13 - CCYN - APPROBATION DU PLAN DE MOBILITÉ SIMPLIFIÉ (PDMS).

Le Plan de Mobilité Simplifié (PDMS) de la Communauté de Communes d'Yvetot Normandie a été approuvé le 19 septembre 2024 par le Conseil Communautaire

Le PDMS définit la stratégie suivante :

Axe A : Développer l'offre alternative à la voiture individuelle.

1.Garantir l'accessibilité aux équipements et aux emplois du territoire via des solutions alternatives à la voiture individuelle.

2.Proposer une alternative à l'usage de la voiture individuelle (covoiturage).

3.Proposer des alternatives à la voiture individuelle pour la desserte des zones peu denses.

4.Restructurer la desserte locale en transport en commun à l'échelle de la polarité.

5.Améliorer l'intermodalité au pôle Gare SNCF : rabattement TC, itinéraire vélo, marche à pied...

6.Mettre en place une politique de stationnement adaptée aux différents types de besoins sur le territoire : centre-ville, gare SNCF...

Axe B : Travailler de manière collaborative dans le cadre des projets mobilités et de leur concrétisation.

1.Travailler en collaboration avec les communes du territoire dans le but de concrétisation du Schéma Directeur Cyclable.

2.Travailler en collaboration avec la Région pour une offre de transport collectif au plus près des besoins.

Axe C : Mettre en place des mesures de communication et d'accompagnement vis-à-vis des enjeux de mobilité.

1.Rendre visibles et accessibles les offres de mobilités sur et en relation avec le territoire.

2.Mettre en place un observatoire de la mobilité à l'échelle du territoire.

Le PDMS a été transmis pour avis aux conseils municipaux, à l'Etat, aux chambres consulaires, au Département de la Seine-Maritime, à la région Normandie et aux autorités organisatrices de la mobilité limitrophes (Communauté

d'agglomération Caux Vallée de Seine, Métropole de Rouen, Communauté de communes Caux-Austreberthe et Communauté de communes Plateaux de Caux-Doudeville-Yerville) en janvier 2024.

Le PDMS, assortis des avis recueillis, a ensuite été soumis à une procédure de participation du public qui s'est tenu du 15 mai 2024 au 14 juin 2024, dans les conditions prévues au II de l'article L. 123-19-1 du Code de l'Environnement.

Monsieur Le Maire indique que le PDMS est devenu effectif et porte la stratégie mobilité du territoire sur 10 ans. Il est consultable ainsi que les avis rendus par voie d'affichage électronique sur le site internet de la Communauté de Communes pour une période de trois mois.

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des votants,

APPROUVE le Plan de Mobilité Simplifié arrêté par le conseil communautaire en date du 19 septembre 2024.

14- VALIDATION DU PLAN INDICES CAVITES SOUTERRAINES (PICS)

Monsieur Le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de sa compétence urbanisme, la Communauté de Communes Yvetot Normandie (CCYN) a procédé à la mise à jour du Plan des Indices de Cavités Souterraines (PICS), et de ses fiches correspondantes, du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI). La mise à jour du PICS sera intégrée à la procédure de modification n°2 du PLUI.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants,

APPROUVE la mise à jour du Plan des Indices de Cavités Souterraines (PICS) et de ses fiches correspondantes.

15- SDE76 - RENOUELEMENT DE L'ADHESION 2026-2029

Vu la directive européenne n°2009/72/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité,

Vu la directive européenne n°2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Vu le Code de l'énergie, notamment les articles L.331-1 et suivants et L. 441-1 et suivants,

Vu la loi n°2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat qui comprend des dispositions destinées, d'une part, à mettre fin au tarifs réglementés de vente dans le secteur du gaz naturel, et, d'autre part, à limiter le champ d'application des TRV dans le secteur de l'électricité.

Vu la délibération du Comité syndical n°2018/10/18-14 portant création du groupement de commandes d'achat d'énergies et adoptant la convention pour la constitution d'un groupement de commandes pour l'achat de fourniture d'énergies et de services associés.

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune d'Hautot-Saint-Sulpice d'optimiser ses achats en renouvelant son adhésion au groupement de commande d'achat d'énergies pour l'alimentation de son patrimoine,

Considérant qu'eu égard à son expérience, le SDE76 entend assurer le rôle de coordinateur de ce groupement pour le compte des membres,

Au vu de ces éléments et sur proposition de Monsieur le Maire, après avoir délibéré :

- **DECIDE** de renouveler l'adhésion de la commune de Hautot-Saint-Sulpice au groupement de commandes ayant pour objet l'achat groupé pour la fourniture d'électricité, de gaz naturel et services associés,
- **DECIDE** d'accepter les termes de la convention pour la constitution d'un groupement de commandes pour l'achat d'énergies et des services associés, annexé à la présente délibération,
- **AUTORISE** le Maire de Hautot-Saint-Sulpice à signer la convention ci-joint,

- **AUTORISE** le SDE76 en tant que coordinateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la commune de Hautot-Saint-Sulpice et, ce, sans distinction de procédures ou de montants lorsque les dépenses sont inscrites au budget,
- **S'ENGAGE** à exécuter, avec la ou les entreprise(s) retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune est partie prenante,
- **DECIDE**, le cas échéant, de régler la participation financière prévue à l'article 4.5 de la convention pour la constitution d'un groupement de commandes,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, à transmettre au coordonnateur les données de consommation des sites alimentés dans les énergies souhaitées,
- **DONNE** mandat au coordonnateur de groupement de commandes pour collecter les données relatives aux sites annexés à la présente délibération auprès des gestionnaires de réseaux.

- Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des votants,
APPROUVE le renouvellement de l'adhésion au SDE76.

16- ADHESION GROUPEMENT DE COMMANDE DUERP-CDG76

Monsieur Le Maire rappelle au Conseil Municipal que, les employeurs publics doivent répondre à leur obligation, prévue par le décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001, d'identifier les dangers par unité de travail, évaluer les dommages à la santé et à la sécurité des agents et proposer des mesures de préventions adéquates dans un Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP).

Le CDG 76 lance un groupement de commande pour la réalisation ou la mise à jour du DUERP.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants,

DECIDE :

- D'adhérer au groupement de commande ;
- D'autoriser M. Le Maire à signer l'ensemble des documents relatifs à cette offre.

17- RENOUELEMENT CONVENTION DE PARTENARIAT PRESENCE VERTE

Dans le cadre du maintien à domicile et d'aide à la vie quotidienne des personnes âgées, Présence VERTE a pour mission mettre en place des dispositifs permettant aux abonnés d'alerter immédiatement un centre de réception des appels qui assure une écoute permanente des alarmes 24h/24 et 7j/7.

Présence Verte propose deux offres de Téléassistance :

-Activ'zen :

Abonnement mensuel 24.90€ TTC comprenant :

- la mise à disposition et la maintenance du dispositif (un transmetteur et un déclencheur) par des techniciens.
- L'écoute et le traitement des appels par la Centrale d'écoute 24h/24 et 7j/7.
- La mise à jour des informations liées au contrat, pour toute demande de modification (coordonnées des réseaux de solidarité, RIB, ...).

Frais d'installation et mise en service de la téléassistance (payable sur la 1^{ère} mensualité) : 60.00€ TTC.

-Activ'mobil :

Abonnement mensuel 26.90 € TTC comprenant :

- La mise à disposition et la maintenance du dispositif de géolocalisation.
- L'écoute et le traitement des appels par la Centrale d'écoute 24h/24 et 7j/7.
- La mise à jour des informations liées au contrat, pour toute demande de modification (coordonnées Réseaux de solidarité, RIB, ...).

-Une carte SIM.

Frais d'installation et mise en service de la téléassistance (Facturé sur la 1^{ère} mensualité) : 60.00€ TTC.

Monsieur le Maire propose de renouveler la convention avec une participation communale de trente euros (30€) par appareil.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipale, à l'unanimité des votants,

-ACCEPTE le renouvellement de la convention de partenariat avec Présence Verte.

18 - MISE EN CONFORMITÉ INCENDIE

Suite au refus de prorogation d'un Certificat d'Urbanisme dû au manque de débit de certains hydrants, Monsieur le Maire propose une étude afin de voir si le changement de canalisation pourrait augmenter le débit des hydrants concernés.

Il est aussi envisageable de faire installer une réserve enterrée à l'Orée des Bois, il faudrait pour cela, une mise à disposition d'une partie de terrain.

Aucune prise de décisions dans l'immédiat.

19 - PRÉSENTATION DU PROJET CITY STADE

Monsieur Le Maire présente le projet de City stade réalisé par la société AGORESPACE le 19 novembre 2024.

AGORESPACE propose de créer un nouvel espace ludique, sportif et convivial sur l'ancien terrain de tennis en réutilisant la plateforme existante comprenant :

- ✓ Un terrain multisports de 12.12 m x 22.02 m,
- ✓ Structure avec gamme Acier Composite
- ✓ Gazon synthétique sablé avec marquage multisports,
- ✓ Poteaux et filets multisports,
- ✓ Filets de buts armés anti vandalismes,
- ✓ 2 mini buts-brésiliens rotomoulés,

- ✓ **Options :**
 - o 2 basketgoals brésiliens rotomoulés,
 - o Filet pare-ballon intégré sur 2 frontons + 1 longueur avec filet armé.

Le coût du projet est estimé à 81 876.00 € sans option.

Si le projet est mené à bien, il conviendra de solliciter les différentes instances compétentes pour obtenir une subvention.

Madame BLONDEL Virginie propose de comparer le projet à une étude qui a été faite en 2024 en faisant réactualiser le devis.

Il est aussi proposé de sécuriser le terrain actuel dans un premier temps en démontant les grillages, puis étudier dans un second temps la question d'investissement.

20 - MISE A JOUR TARIF DU CIMETIERE-PLAQUE NOMINATIVE JARDIN DU SOUVENIR

Monsieur Le Maire rappelle que la délibération concernant l'approbation des tarifs du cimetière date du 23 juin 2011, le tarif d'une plaque nominative était de 120€. Il s'avère que suite à une demande de tarif en mars 2025 pour la fourniture d'une plaque nominative au jardin du souvenir, le tarif actuel est de 280€.

Monsieur Le Maire propose deux solutions :

-augmenter le tarif de la plaque nominative à 280€.

-modifier le règlement du cimetière afin que la commune mandate un prestataire pour la réalisation des plaques et inscriptions avec un type unique de plaque et de caractères suivant le modèle fixé par la commune dont le coût sera totalement à charge des familles à régler au prestataire.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants,

-DECIDE de modifier le règlement du cimetière dans le sens où le coût des plaques nominatives au jardin du souvenir sera totalement à charge des familles et directement réglées au prestataire par celles-ci.

21 - COMPTE-RENDU DES COMMISSIONS ET RÉUNIONS SYNDICALES

M. Christophe FISCHER	Prochaine réunion dans 15 jours.
M. Vincent. LEMETTAIS	Le budget des Bassins Versants a été voté. Deux arrêts concernant le transport à la demande sur la commune.
Mme Virginie BLONDEL	Commission Communale des Impôts Directs s'est réunie le 24 mars dernier.
M. Marc BARBARAY	Commission finances et CCID

22 - QUESTIONS DIVERSES.

A l'issue du tour de table, pas d'autres questions ne sont soulevées.

La séance est levée à 21h 20.

M. LEMETTAIS Vincent	M. REVERT Rémi	M. Patrice HORCHOLLE
M. TESSON Guillaume	M. BARBARAY Marc	M. BLONDEL Franck
M. PINEL Julien	M. LEPRÉVOST Jean	Mme BLONDEL Virginie
M. FISCHER Christophe	Pour Mme BARBULÉE Catherine M.TESSON Guillaume	Pour M. PATIN Philippe M. LEMETTAIS Vincent
M. BARBARAY Philippe	Mme GROUT Stéphanie	